

# La tragédie des Albanais du Kosovo

Abderrahim Lamchichi

*C'est au Kosovo que Slobodan Milosevic a commencé, il y a dix ans, à lancer la campagne criminelle qui allait progressivement mettre à feu et à sang l'ex-Yougoslavie. Un seul objectif animait la direction serbe : faire disparaître les Albanais par tous les moyens : soit en les terrorisant, soit en les massacrant, soit en les déportant.*

Quelques brefs rappels historiques s'imposent, ne serait-ce que pour dissiper un certain nombre de malentendus diffusés par certaines personnalités proches des milieux serbes ou par ceux qui mettent dans le même panier agresseurs et agressés. Ainsi que le rappelle, fort à propos, Henri Bogdan<sup>1</sup>, la crise actuelle au Kosovo n'a pas commencé avec l'implosion de la «*Fédération yougoslave*» malgré les affirmations des nostalgiques du titisme. Les revendications des Kosovars ont été permanentes aussi bien dans la Yougoslavie d'avant-guerre que dans celle de Tito et de ses successeurs. Elles ont toujours été durement réprimées. L'abolition en mars 1989 - soit un an avant l'éclatement de la Fédération -, par Slobodan Milosevic, du statut de Province autonome, accordé, sous Tito, par la Constitution de 1974, explique l'aggravation des tensions déjà existantes et a servi de détonateur à la crise récente. Cette décision (et la répression des Albanais du Kosovo qui s'en est suivie) ne saurait donc être considérée comme une «réponse» de Belgrade aux menaces de désagrégation de la Fédération yougoslave. Au contraire, cette abolition a poussé les Slovènes et les Croates à proclamer leur souveraineté nationale dès 1990 car ils voyaient dans cette mesure un retour à une politique autoritaire, impérialiste et d'hégémonisme grand-serbe, d'autant plus que Milosevic, dans le même temps, avait mis fin à l'autonomie de la Voïvodine, au nord du pays.

Ainsi que le rappelle Henri Bogdan, les Serbes ont toujours considéré le Kosovo comme une terre serbe, au moins depuis le XI<sup>e</sup> siècle. Ce fut le centre politique et religieux de l'Etat serbe fondé par la dynastie des Nemjanides. Avec son patrimoine artistique constitué par les églises et les monastères orthodoxes, notamment à Pec et à Decani, le Kosovo est considéré par les Serbes comme le «*conservatoire de la culture nationale serbe*». C'est aussi sur cette terre du Kosovo Polje, au Champ aux Merles, que, le 15 juin 1389, le roi Lazare trouva la mort en tentant de s'opposer aux Turcs du sultan Mourad I<sup>er</sup>. Et si aujourd'hui les Serbes sont minoritaires, c'est, aux yeux des idéologues serbes, parce qu'ils ont été chassés du Kosovo par les Albanais.

Or, pour les Albanais, le Kosovo, à l'origine, est la terre de leurs ancêtres thraco-illyriens, et c'est la migration des Slaves qui les en a chassés en les refoulant dans les régions montagneuses de l'actuelle Albanie. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, les Albanais (convertis majoritairement à l'islam sous l'occupation ottomane) sont progressivement revenus au Kosovo et y sont devenus largement majoritaires dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle lorsque les Serbes ont quitté le territoire pour s'installer en Voïvodine alors hongroise. En effet, malgré le fait que la tolérance religieuse fut largement la règle, les exactions turques contre les Serbes du Kosovo provoquèrent le départ de la quasi-totalité de ces derniers, sous la conduite du patriarche de Pec, vers la Hongrie où l'empereur Léopold I<sup>er</sup> leur donna des terres pour repeupler la Voïvodine d'où les Turcs venaient d'être chassés. La Voïvodine, partie intégrante de la Hongrie et autrefois peuplée exclusivement de Hongrois, avait été en partie vidée de ses habitants. Comme le rappelle encore Henri Bogdan, les Serbes du Kosovo ainsi que des colons allemands s'y fixèrent... ce qui permit aux Serbes en 1919 de réclamer et d'obtenir la Voïvodine en invoquant l'argument démographique qu'ils récusaient aujourd'hui au Kosovo. De leur côté, incorporés malgré eux à l'Etat serbe en 1913, les Albanais réclament que leur soit reconnu le droit à l'autodétermination.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la déconfiture de l'Empire ottoman permit l'accélération de l'émancipation des peuples des Balkans. L'autonomie de la Serbie et du Monténégro se transforma en indépendance lors du congrès de Berlin en 1878. Pour Belgrade, l'objectif à atteindre était la reconstitution de l'ancienne puissance serbe. Bloquée à l'ouest par la présence austro-hongroise en Bosnie-Herzégovine, la Serbie, soutenue par la Russie et la France, porta tous ses efforts du côté du Kosovo et de la Macédoine. A la faveur des troubles qui éclatèrent en Macédoine

en 1903 et en Albanie en 1908, la Serbie et les autres Etats des Balkans déclarèrent la guerre à la Turquie qui fut vaincue au cours de la première guerre balkanique de 1912-1913. Cependant, la mésentente entre les vainqueurs déboucha sur un second mais bref conflit dont la Serbie sortit victorieuse. Elle se fit attribuer la Macédoine occidentale et centrale, ainsi que le Kosovo. Le sort de l'Albanie fut réglé par les grandes puissances. Face à la Serbie hostile à la création d'un Etat albanais et aux Puissances centrales favorables à une Albanie regroupant tous les Albanais des Balkans, un compromis fut trouvé. On créa un Etat albanais de 28 000 km<sup>2</sup> avec une population de 800 000 habitants mais qui laissait 700 000 autres Albanais hors des frontières du nouvel Etat, répartis entre la Serbie et la Grèce. Pour apaiser les Puissances centrales, il fut décidé que la couronne d'Albanie serait attribuée au prince allemand Guillaume de Wied. Le rêve d'une «*Grande Albanie*» était mort et les Albanais du Kosovo et de Macédoine se retrouvèrent sujets serbes.

Dès lors le Kosovo fut directement soumis au pouvoir de Belgrade. Jusqu'en 1941, la population albanaise fut privée de tous les droits élémentaires ; l'enseignement et la presse en langue albanaise furent interdits et les mouvements de protestation durement réprimés. A la faveur de la défaite de la Yougoslavie en 1941, l'Italie incorpora à l'Albanie, qu'elle avait occupée en 1939, le Kosovo et quelques districts albanophones du nord de la Grèce. Les extrémistes albanais firent payer à la minorité serbe les souffrances endurées depuis 1913. Plusieurs milliers de Serbes furent massacrés. Aux violences des Albanais contre les Serbes succédèrent dès la fin de 1944 les violences des Serbes contre les Albanais. Après 1945, Tito imposa à la Yougoslavie un système fédéral, mais son régime se montra toujours très méfiant à l'égard des Kosovars, surtout après 1948 lorsque le Parti communiste d'Albanie dénonça les «visées impérialistes» de Tito en direction de l'Albanie. Après la rupture entre Tito et Staline, les Albanais du Kosovo furent accusés d'être des agents de Moscou et de se livrer à des menées séparatistes. Pourtant, à partir de 1966, la situation au Kosovo se détendit. En 1974, la Province autonome du Kosovo fut créée à l'intérieur de la «*République socialiste de Serbie*» sous le nom de Kosmet, abréviation de Kosovo-Metohija (le Kosovo se compose, en effet, de deux plaines intérieures séparées par des collines, la Metohija à l'ouest, le Kosovo proprement dit à l'est, le tout entouré de hautes montagnes boisées). Cette concession fut jugée trop favorable aux Albanais par les Serbes et insuffisante par les Albanais, dont les

plus modérés espéraient faire du Kosovo la septième République de la Fédération yougoslave. A la suite des troubles du début des années 80, des membres de la minorité serbe quittèrent le Kosovo. Pourtant, les Kosovars étaient loin de jouir d'une situation privilégiée au Kosovo. L'autonomie garantie par le statut de 1974 était plus apparente que réelle et les Albanais demeuraient à la merci de l'administration et de la police aux mains des Serbes, avec une armée omniprésente et dont l'encadrement était exclusivement serbe. On comprend mieux pourquoi les Kosovars ont mis tout leur espoir dans ce vent de liberté qui commençait à souffler dans le monde est-européen à la fin des années 80. La brutale reprise en main par Milosevic en 1989, sa politique d'*apartheid* et de terreur systématique ne firent qu'exaspérer les passions avant de vider le Kosovo de sa population. On peut non seulement en constater les terribles effets aujourd'hui, mais se rendre compte qu'il s'agit bien d'un plan méticuleux et monstrueux mis en place depuis longtemps et froidement exécuté.<sup>2</sup>

### Le réveil de la conscience serbe

Dès 1987, en effet, Slobodan Milosevic, chef de la Ligue des communistes de Serbie, mobilise les foules sur le thème du «réveil de la conscience serbe» et exige la réunification de la Serbie par le rattachement des provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine. En juillet 1989, il supprime le statut d'autonomie de ces deux provinces provoquant des grèves et des manifestations de protestation. Déjà au printemps 1981, les Albanais de cette province, victimes de discriminations et d'une terrible répression, s'étaient révoltés. Par exemple, des milliers d'étudiants de Pristina étaient descendus dans les rues pour exiger un statut de République autonome pour le Kosovo. Le nouveau pouvoir collégial de Belgrade, qui s'était installé après la mort de Tito, répondit par la répression. Comme le rappelle Christophe Chiclet<sup>3</sup>, c'est de cette époque que date la fameuse prédiction: «*La guerre a commencé au Kosovo ; elle finira au Kosovo*». Belgrade décrète donc, après les protestations consécutives à sa décision de juillet 1989, l'état d'urgence au Kosovo et fait intervenir l'armée. Les droits de la communauté d'origine albanaise (90% de la population) sont bafoués dans tous les domaines (accès au système de santé, à l'enseignement, etc.). Les Albanais du Kosovo font l'objet d'une féroce répression depuis une dizaine d'années : écoles fermées, journaux, radios et télévisions albanophones également fermés, institutions politiques albanaises dis-

soutes, fonctionnaires renvoyés, détentions et jugements abusifs, mauvais traitements dans les prisons, etc.

En 1991, grâce à un référendum clandestin, les Albanais se prononcent à une écrasante majorité (90%) pour l'autonomie ; c'est l'auto-proclamation de la «*République du Kosovo*». Le chef de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, appelle à la «*résistance passive*». Une société parallèle (écoles, dispensaires, etc.) se met progressivement en place. Les accords de Dayton, en décembre 1995, mettent fin à la guerre en Bosnie, mais occultent le «*problème*» du Kosovo. La désobéissance civile prônée par les leaders kosovars, et longtemps privilégiée par les Albanais du Kosovo, s'est avérée sans grand résultat. La situation s'est aggravée et les exactions serbes se sont multipliées depuis l'apparition, en 1996, de l'Armée de Libération du Kosovo (en albanais UCK : Ushtria Clirimtare e Kosovës), mouvement de résistance armée.<sup>4</sup> Avant l'entreprise de déportation massive qui a suivi les frappes de l'OTAN, il y avait eu trois temps forts dans la répression : en février-mars 1998, durant l'été 1998, et au début de l'année 1999, jusque et y compris pendant les négociations de Rambouillet.

Fin février-début mars 1998, les forces serbes lançaient dans la région de la Drenica une violente offensive qui entraîna la fuite d'une grande partie des habitants. Passé l'assaut contre les villages de Cirez, Likoshan, Skendreaj, Prekaj, on découvre des corps mutilés dans les maisons dévastées. Les rescapés font des récits hallucinés des atrocités dont ils ont été témoins. Les offensives se poursuivent et s'intensifient durant l'été. Le scénario est souvent le même : à l'approche des forces serbes, les civils s'enfuient ; leurs villages sont bombardés et les maisons systématiquement détruites pour qu'ils ne reviennent plus. Le Haut Commissariat des Nations Unies a estimé le nombre de réfugiés kosovars à 201 500 de janvier 1998 au 24 mars 1999 : 25 000 pour le Monténégro, 18 500 en Albanie, 18 000 en Macédoine et 140 000 en Europe de l'Ouest (Suisse, Allemagne, Autriche, France, etc.). Après un retrait partiel et temporaire des forces serbes sous les pressions internationales en octobre 1998, les offensives reprennent les semaines suivantes. Le 15 janvier 1999, les images du massacre de Raçak (les corps de 45 villageois en civil jetés dans un fossé) mobilisent la communauté internationale. En février 1999, les négociations de Rambouillet démarrent ; un plan de paix est présenté par le *Groupe de contact* qui prévoit une autonomie du Kosovo, sa démilitarisation et le déploiement d'une force internationale. Le régime de Slobodan

Milosevic, qui continue sa répression au Kosovo, refuse de signer le plan de paix. Le 24 mars 1999, c'est le début des frappes aériennes de l'OTAN (opération «*Force Alliée*»). Belgrade accentue sa politique de «*purification ethnique*» : aujourd'hui, plus de 50% des Kosovars vivent en dehors de leur pays et les autres continuent à subir un véritable génocide.

Reprenant l'objectif ancestral des pires nationalistes serbes, Slobodan Milosevic a entrepris de modifier l'équilibre démographique en faveur des Serbes en donnant l'ordre à sa police et à son armée de déporter massivement les Kosovars, de détruire leurs villages, leurs lieux de culte, leur culture, leurs papiers d'identité et leur mémoire, de violer les femmes, d'assassiner sauvagement les hommes, de liquider leurs élites : c'est un crime contre l'humanité. Au début du mois de mai 1999, au moins 750 000 Albanais du Kosovo ont déjà été déportés dans les pays voisins ou en Europe de l'Ouest ; 850 000 autres ont dû quitter leur foyer et ont été regroupés dans des camps de concentration par l'armée et les forces paramilitaires serbes dans cinq zones de la province. La plupart des adultes risquent d'être exécutés sommairement, les autres étant voués à la mort par maladie ou malnutrition. 1,6 million d'Albanais du Kosovo, sur un total de 1,8 million avant la phase aiguë du «*conflit*», sont ainsi des personnes déportées.

Ce qui frappe le plus dans la tragédie du peuple kosovar, c'est le caractère systématique, calculé, froid, de la politique criminelle mise en oeuvre par l'équipe de Slobodan Milosevic. L'Europe n'avait pas connu pareille déportation depuis les années noires du stalinisme, depuis les crimes du nazisme ou les exodes de l'immédiat après-guerre en Europe centrale. Les centaines de témoignages recueillis dans les camps d'Albanie, du Monténégro et de Macédoine permettent de reconstituer le déroulement de ce qui représente la plus grande déportation de masse en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Les forces procèdent toujours de la même façon : en quatre étapes. D'abord, elles encerclent et pilonnent un village ou un faubourg pour chasser les habitants ou les regrouper dans un endroit où ils peuvent être facilement surveillés, puis elles liquident les porte-parole de la communauté, les élus, prêtres, médecins ou enseignants. Elles séparent les femmes, les enfants et les vieillards des hommes valides et, souvent, elles exécutent ceux qui sont en âge de se battre. Enfin, les maisons abandonnées sont pillées et détruites par un obus de char ou incendiées : le gaz est ouvert au rez-de-chaussée, une bougie est allu-

mée à l'étage. Quand le gaz s'est répandu, la maison est soufflée. Après, le terrain est miné. Ces pratiques furent déjà mises en oeuvre par les Serbes en Bosnie, mais dans un laps de temps moins court. La rapidité des exécutions en accroît d'une certaine manière l'horreur.

L'exode des Albanais du Kosovo n'a pas commencé le 24 mars 1999 avec le début de la campagne de bombardements décidée par les dix-neuf Etats occidentaux réunis dans l'OTAN. Le massacre systématique, les déplacements forcés et les déportations massives des kosovars ne sont nullement une conséquence de l'intervention de l'OTAN, comme le prétendent certains milieux hostiles à toute action armée contre les criminels de Belgrade. Ils n'ont pas débuté après les frappes aériennes de l'Alliance atlantique, mais sont le résultat de la volonté des dirigeants serbes, mûrement calculée et froidement exécutée, d'aller jusqu'au bout de la logique de l'«épuration ethnique» ; ils sont le résultat de l'application cynique d'un projet longuement pensé et préparé. Depuis que les Albanais du Kosovo ont été rattachés contre leur gré à la Serbie à l'issue de la première guerre balkanique de 1912, la gestion de la question albanaise par les autorités serbes n'a eu qu'un objectif : faire disparaître les Albanais eux-mêmes, soit en les assimilant, soit en les éradiquant. Le traitement qui leur a été réservé dépasse largement celui de leurs velléités séparatistes. Presque toujours considérés comme «terroristes» par essence, ils ont été traités comme tels, même en l'absence de mouvement indépendantiste. Les autorités serbes n'ont pas hésité, dès les années 20, à bombarder les villages albanais et à pratiquer (déjà) une politique de la terre brûlée. Aujourd'hui, tout comme hier, la disproportion des forces est évidente. L'épuration ethnique avait été préparée et a même reçu un commencement d'exécution à l'automne 1989. Ainsi, avant les frappes de l'OTAN, le bilan d'une année de conflit était déjà terrible : des milliers de morts, civils pour la plupart, des centaines de milliers de déportés, sur une population de moins de deux millions de personnes, des centaines de villages rayés de la carte, des prisonniers politiques accusés après avoir subi d'horribles tortures. Milosevic a déjà essayé, après 1995, de «coloniser» le Kosovo, en le repeuplant de «vrais Serbes» - ceux, par exemple, qui viennent de Croatie et de Bosnie - mais ces réfugiés serbes ne voulaient pas rester au Kosovo.

En janvier 1999 déjà, les Serbes avaient concentré leurs troupes aux frontières du Kosovo et avaient ensuite annoncé des manoeuvres militaires pour tromper la vigilance des membres de l'OSCE envoyés dans la province à la suite des accords avec Richard Holbrook. En même

temps, ils avaient lancé les commandos paramilitaires du sinistre «Arkan» et du chef de l'extrême droite Seselj.

### Opération «fer à cheval»

L'exode puis la déportation des Albanais du Kosovo n'ont donc pas commencé avec les frappes aériennes de l'OTAN. Ils sont le résultat d'un projet longuement pensé et préparé par la direction serbe pour renverser la situation démographique dans la province. Une preuve supplémentaire en a été fournie, début avril 1999, par le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, qui a reçu des autorités d'un pays voisin la copie d'un plan du gouvernement de Belgrade détaillant la planification d'une politique de déportation massive de la population kosovar et de nettoyage ethnique appliquée au Kosovo. Ce texte est daté du 26 février, soit quelques jours après l'échec des négociations de Rambouillet, et un mois avant le début de la campagne aérienne de l'OTAN. Ce document vient s'ajouter aux nombreux éléments permettant de penser que la politique de Slobodan Milosevic a été préméditée. Après avoir fait mine, en octobre 1998, d'accepter un retrait des forces serbes de la province pour écarter la menace de frappes de l'OTAN, le dictateur de Belgrade n'a pas attendu plus de quelques semaines pour masser des troupes autour du Kosovo. Les Occidentaux ont sous-estimé la détermination meurtrière de Milosevic. Des dirigeants des Etats ayant naguère appartenu à la Fédération yougoslave, qui connaissent bien Slobodan Milosevic pour avoir négocié des nuits entières avec lui au début des années 90<sup>7</sup>, les avaient pourtant mis en garde. Mais il leur était difficile, malgré le précédent bosniaque, de concevoir qu'à la fin du XXe siècle il se trouverait un dirigeant européen assez cynique et déterminé pour appliquer, avec des moyens modernes, un plan datant de 1937. A cette époque, Vasa Cubrilovic, un académicien serbe qui devait être plusieurs fois ministre sous Tito, avait «théorisé» l'expulsion des «*Arnaoutes*» (Albanais) du Kosovo vers l'Albanie et la Turquie. Ce plan machiavélique reprend ces idées avec une brutalité incommensurable.<sup>8</sup> Il porte le nom de code de «*plan fer à cheval*» (en serbe : *Potkova*), sans doute pour symboliser la prise en tenaille des populations albanaises qui devaient être peu à peu «repoussées» en direction des pays voisins pour être finalement expulsées. Afin d'obtenir par la violence des changements démographiques dans la région, ce texte prévoyait notamment la déportation des Kosovars albanais habitants

les centres urbains et les villages le long d'une large bande, des deux côtés des principaux axes routiers du Kosovo - surtout dans les bastions de l'UCK, comme les régions de Liap, Shala et Drenica. On a vu l'obstination mise par le régime de Belgrade à son implacable réalisation qui s'apparente aux pires crimes contre l'humanité de ce XXe siècle.

### Quelle solution pour le Kosovo ?

Ainsi que le remarque très justement Paul Garde : *«Il est vain de parler (des moyens de l'intervention de l'OTAN) si on n'a pas d'abord défini la fin poursuivie. (...) Dans la définition d'un objectif, on ne peut pas faire abstraction de ce phénomène énorme, massif, inouï qui s'est produit depuis quelques semaines : la mise à exécution du projet d'éradication de toute une population, les Albanais du Kosovo ; l'épuration ethnique radicale d'une région entière, avec massacres, viols, incendies, spoliations, violences de toute espèce, enfin expulsion générale ; le plus grand crime contre l'humanité commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, de même nature mais de plus grande ampleur encore qu'en Bosnie. Dès lors, il n'y a plus qu'une seule question : le crime paiera-t-il ou non ? De deux choses l'une: ou bien la nouvelle situation démographique qu'est en train de perpétrer avec succès le pouvoir serbe - un Kosovo «libre d'Albanais» (au sens où les nazis parlaient d'un pays judenfrei) - deviendra définitive ou bien la situation antérieure sera rétablie, et les Albanais chassés pourront revenir dans leur pays et y vivre en paix dans le respect de leurs droits. Dans le premier cas, quel que soit l'habillage diplomatique et institutionnel, Milosevic aura gagné, et les démocraties, avec tout leur arsenal et toute leur technologie, seront en déconfiture. La leçon de leur impuissance sera retenue par de nombreux futurs dictateurs dans les Balkans et dans le monde. Dans le second cas, le président serbe aura perdu et, là aussi, la leçon sera comprise un peu partout et la cause des droits de l'homme aura fait de grands progrès». «Pour que les réfugiés albanais, après toutes les violences subies, puissent rentrer, note à très juste titre Paul Garde, bien des conditions doivent être remplies (...) un énorme effort de reconstruction sera nécessaire. Mais l'essentiel, ce sont les conditions politiques. L'expérience de la Bosnie a montré que jamais des réfugiés n'acceptent de revenir là d'où ils ont été chassés si ceux qui les ont en chassés y détiennent toujours le pouvoir. La présence d'une force internationale ne suffit pas comme garantie de sécurité. En Bosnie, la SFOR suffit à assurer la non-reprise des combats, mais pas à permettre le retour des réfugiés. Le pouvoir administratif et policier laissé aux mains des entités et des cantons suffit partout*

à dissuader de rentrer ceux qui n'appartiennent pas à l'ethnie localement dominante». Pour que les réfugiés albanais puissent rentrer chez eux, il faut donc que soit éliminée du Kosovo toute trace de présence militaire ou de pouvoir policier ou administratif serbe. Il faut que disparaissent toute espèce de subordination du Kosovo à la Serbie. «Il faut que soient mises en place une autre armée, une autre police, une autre administration, un autre pouvoir politique, que ce pouvoir se donne les moyens de s'exercer efficacement, et qu'il n'ait aucun compte à rendre à la Serbie. Ce pouvoir devrait, pendant assez longtemps, être international, et non pas seulement albanais, afin de rassurer, autant qu'il est possible, la population serbe (...) Le projet de Rambouillet se rapprochait timidement de ces principes. Il est tout à fait caractéristique que les Serbes aient rejeté son volet militaire. Ils savent bien qu'il n'y a qu'un seul vrai problème : quelle force armée restera maîtresse du terrain ? Au Kosovo, comme en Bosnie, tout en dépend (...) Pour que les réfugiés (kosovars), dont le nombre et les souffrances ont été infiniment multipliés, puissent revenir, il ne suffira pas de bonnes paroles et de vagues promesses serbes. Il y faudra cette élimination totale de toute espèce de pouvoir serbe, que Rambouillet ne prévoyait pas expressément. Il y faudra une présence internationale plus massive et vigilante qu'on ne l'avait prévu il y a deux mois. (...) »<sup>9</sup>

Le pouvoir serbe poursuit donc un projet de purification ethnique qui plonge ses racines dans l'histoire contemporaine de cette région du monde, en particulier depuis l'éclatement de la Fédération yougoslave. Les Européens ne sauraient se résoudre à laisser impuni le crime contre l'humanité qui se produit, depuis huit ans, et surtout depuis le début de l'offensive du régime de Belgrade au Kosovo. Les Kosovars déportés pourront-ils revenir dans leur pays et y vivre en paix dans le respect de leurs droits ? Si on négocie avec Milosevic, et pire, si l'on accepte ses conditions et la partition du Kosovo, les criminels au pouvoir en Serbie auront gagné. Alors, les démocraties auront perdu leur honneur et leur crédibilité en cette fin de siècle. La leçon de leur impuissance sera retenue par de nombreux futurs dictateurs au coeur de l'Europe même et dans le reste du monde. La cause des droits de l'homme sera ruinée pour longtemps. La situation au Kosovo place les Occidentaux devant une double responsabilité : à l'égard des victimes albanaises de la barbarie de Milosevic, à l'égard du peuple serbe qu'il faudra libérer du totalitarisme et réintégrer dans l'Europe. En tout état de cause et quelle qu'en soit l'issue, ce drame aura également révélé un autre impératif pour les Européens : mettre

en oeuvre une véritable Politique extérieure et de sécurité commune (PESC), un pilier européen de défense crédible, une volonté et une capacité militaire égales à celle des Etats-Unis d'Amérique.

*Abderrahim Lamchichi*

**Notes :**

1. Henri Bogdan : «Le Kosovo : une terre pour deux peuples», *Historia*, n°629, mai 1999 ; p. 6-10. A lire également : Antoine Garapon et Olivier Mongin (dir.), *Kosovo, un drame annoncé*, Editions Michalon, 1999.
2. Ces rappels historiques doivent beaucoup à l'article très éclairant de Henri Bogdan : «Le Kosovo : une terre pour deux peuples», *Historia*, n°629, mai 1999 ; p. 6-10. A lire également : Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, 1992 ; Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIVe - XXe siècle*, Fayard, 1991 ; Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989 ; Pierre et Bruno Cabanes, *Passions albanaises. De Berisha au Kosovo*, éd. Odile Jacob, 1999 ; Michel Roux, *Les Albanais de Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, éd. Maison des Sciences de l'Homme, 1992 qui vient d'être réédité.
3. Christophe Chiclet : «Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo», *Le Monde Diplomatique*, mai 1999 ; p. 6-7.
4. Nous nous inspirons ici de l'article très intéressant de Christophe Chiclet : «Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo», *Le Monde Diplomatique*, mai 1999 ; cité précédemment.
5. Cf. notamment Daniel Vernet : «Ce crime au coeur de l'Europe», *Le Monde (Dossier-Horizons)*, jeudi 22 avril 1999 ; p. 15 et Vincent Jauvert et Claude Weill : «Ce qui se passe vraiment au Kosovo», *Le Nouvel Observateur* n°1798, 22-28 avril 1999 ; p. 68-72.
6. Sur cette période, voir en particulier l'essai très informé et très éclairant de Nicolas Werth : «Un Etat contre son peuple», paru dans *Le Livre noir du communisme* (chapitre 1), dirigé par Stéphane Courtois, aux éditions Robert Laffont en 1997, réédité dans la Collection Bouquins en 1998 ; p. 39 à 312. Voir aussi Pierre Rigoulot et Ilios Yannakis qui ont tenté de répondre aux diverses critiques dirigées contre *Le livre noir du communisme*, dans un livre intitulé : «Un pavé dans l'Histoire». Le débat français sur le Livre noir du communisme, éditions Robert Laffont, 1999.
7. Voir l'exceptionnel document produit par la BBC, intitulé : «Yougoslavie, suicide d'une nation européenne», Documentaire réalisé par Norma Percy et Angus McQueen en 1995, rediffusé récemment par France 2.8.
8. Cf. Daniel Vernet : «Ce plan «fer à cheval» qui programmait la déportation des Kosovars», *Le Monde*, jeudi 8 avril 1999, et du même auteur : «Ce crime au coeur de l'Europe», *Le Monde*, jeudi 22 avril 1999, qui reproduit un extrait du texte de Vasa Cubrilovic : «L'expulsion des Arnaoutes» ; p. 15 ( On trouvera également une présentation du propagandiste serbe Vasa Cubrilovic avec des extraits de sa «prose»,

notamment : «Un scénario pour le Kosovo», rédigé en 1937 ! et «Pour un pays slave purifié» dans Le livre de Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, *Le nettoyage ethnique*, op. cit. ; p. 150 et s. et p. 225 et s.). Voir également le dossier consacré à la préparation par Milosevic de l'épuration ethnique, dont ce plan «fer à cheval», *Le Monde* du samedi 10 avril 1999, p.2 et 3.

9. Paul Garde : «Le crime au Kosovo paiera-t-il ?», *Le Monde*, mercredi 5 mai 1999 ; p. 1 et 15.